



Tragique: Les CDC aux USA ajoutent le vaccin original COVID mRNA au calendrier des vaccinations pour enfants, malgré ses effets néfastes connus

Les Centres de contrôle et de prévention des maladies ont ajouté jeudi le vaccin à deux doses de la série primaire mRNA COVID-19 à leur calendrier de vaccination systématique des enfants et des adultes, officialisant ainsi la recommandation unanime du comité consultatif des vaccins de l'agence, formulée en octobre 2022.

Par [Brenda Baletti](#)

Mondialisation.ca, 17 février 2023

[The Defender](#) 10 février 2023

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont ajouté jeudi la vaccination contre le COVID-19 à leur [calendrier de vaccination](#) systématique des enfants et des adultes.

Bien que le CDC n'ait pas le pouvoir de fixer lui-même des exigences, le calendrier de vaccination de l'agence fournit des orientations formelles aux responsables de la santé publique des États et des collectivités locales qui fixent les règles concernant les vaccins obligatoires pour aller à l'école.

Le calendrier est également la base des recommandations de vaccins faites par la plupart des médecins.

” Compte tenu de tout ce que nous avons appris sur les dangers et l'inefficacité des injections de [COVID-19](#) au cours des deux dernières années, il est horrifiant de voir que le CDC recommande maintenant cette injection comme une injection de routine pour les enfants “, a déclaré au [Defender](#) Mary Holland, présidente et avocate générale de [Children's Health Defense](#) (CHD).

“Bien que cela ne soit pas surprenant étant donné que l'agence est capturée, c'est néanmoins tragique”, a-t-elle ajouté.

La décision de jeudi a officialisé la recommandation du comité consultatif des vaccins de l'agence, qui, le 20 octobre 2022, [a voté à l'unanimité](#) (15-0) pour recommander l'ajout des vaccins COVID-19 pour les [enfants dès l'âge de 6 mois](#) au nouveau [calendrier de vaccination des enfants et des adolescents](#).

This reckless action is final proof of the cynicism, corruption + capture of a once exemplary public health agency. ACIP members have demonstrated that fealty to their pharma overlords eclipses any residual concerns they may harbor for child welfare. <https://t.co/UkRQBxAvo2>

— Robert F. Kennedy Jr (@RobertKennedyJr) [October 20, 2022](#)

Selon les nouvelles directives, le [CDC recommande](#) que les enfants en bonne santé âgés de 6 mois à 11 ans reçoivent une première série de deux doses du vaccin monovalent COVID-19 de mRNA Moderna ou de Pfizer-BioNTech, suivie d'un rappel du vaccin bivalent.

L'agence recommande que les personnes en bonne santé âgées de 12 ans et plus reçoivent deux doses du vaccin Moderna, Pfizer ou Novavax, suivies d'un rappel bivalent.

Tous les vaccins COVID-19 administrés aux États-Unis à des personnes de moins de 18 ans sont des produits autorisés en cas d'urgence (EUA). La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a [accordé une approbation complète](#) au vaccin Comirnaty COVID-19 de Pfizer pour les personnes âgées de 12 ans et plus, mais le [vaccin Comirnaty](#) n'est pas disponible aux États-Unis, ce qui signifie que tous les enfants qui reçoivent le vaccin Pfizer reçoivent un produit EUA.

Durant [l'audience du congrès de mercredi](#) au sujet de la réponse de l'administration Biden au COVID-19, [le Représentant Dan Crenshaw](#) (R-Texas) a demandé au directeur du CDC [Rochelle Walensky](#) pourquoi le CDC a enfreint ses propres normes et a inscrit un vaccin EUA au calendrier de vaccination des enfants pour une maladie qui pose [très peu de risques pour les enfants](#) et pour lesquels le vaccin présente de nombreux effets secondaires potentiels sans empêcher la transmission.

Walensky a répondu :

La raison pour laquelle l'ACIP [Advisory Committee on Immunization Practices] a recommandé aux CDC d'inscrire le vaccin COVID-19 au calendrier pédiatrique est que c'était la seule façon de le couvrir dans le cadre de notre programme "Vaccins pour enfants".

"C'était le seul moyen pour que nos enfants sous-assurés puissent avoir accès aux vaccins... C'était la raison pour laquelle il fallait le mettre là".

Dr. Rochelle Walensky on Why an Experimental Vaccine was Added to the Childhood Schedule

« The reason ACIP recommended...getting the COVID-19 vaccine on the pediatric schedule, it was ONLY because it was the only way it could be covered in our 'Vaccines for Children' program » pic.twitter.com/k1CVf4cv09

— Chief Nerd (@TheChiefNerd) [February 8, 2023](#)

Les données recueillies par le CDC par le biais de son système de notification des événements indésirables liés aux vaccins ([VAERS](#)) et un nombre croissant d'autres sources indiquent des [risques graves pour la santé](#) associés à la vaccination des enfants par le COVID-19.

"Il n'a pas été démontré que les vaccins COVID sont efficaces ou sûrs pour les enfants", a

affirmé la CHD dans un [mémoire d'amicus curiae déposé en Louisiane](#) l'année dernière. "Les [avantages pour les enfants](#) sont minuscules, alors que les risques – notamment le risque de [lésions cardiaques](#) potentiellement [mortelles](#) – sont "connus" et "graves", comme l'a reconnu la FDA elle-même."

D'autres changements ont été apportés au calendrier pour les enfants, notamment l'ajout du [vaccin PVC15](#), un vaccin conjugué contre le pneumocoque utilisé pour aider à protéger contre les bactéries pneumococciques et récemment approuvé pour les enfants ; une mise à jour des recommandations pour les vaccins contre la grippe et l'hépatite B ; et de nouvelles recommandations pour les vaccins contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR) et la polio.

Le CDC recommande désormais une dose supplémentaire du vaccin ROR dans les endroits où il y a une épidémie d'oreillons. Elle recommande également un vaccin supplémentaire contre le poliovirus pour les enfants et les adultes si de [nouveaux cas de polio](#) apparaissent.

Ainsi, le calendrier de vaccination des enfants ferait passer le nombre d'injections recommandées de 54 à 72 au cours de l'enfance d'une personne, entre l'âge de 6 mois et de 18 ans, [a rapporté The Defender](#) l'année dernière.

Le programme du CDC protège les entreprises pharmaceutiques de toute responsabilité en cas de blessures causées par un vaccin

Les [fabricants de vaccins ne sont pas responsables](#) des blessures ou des décès associés aux vaccins EUA, mais peuvent être tenus pour responsables des blessures causées par un vaccin pleinement autorisé, à moins que ce vaccin ne soit ajouté au calendrier de vaccination des enfants du CDC.

Les parents d'enfants blessés par des vaccins figurant sur le calendrier de l'enfance peuvent demander une indemnisation par le biais du [Programme national d'indemnisation des victimes de vaccins](#) (NVICP), financé par le contribuable, qui est une alternative sans admission de faute au système juridique traditionnel pour résoudre les demandes d'indemnisation pour blessures dues à des vaccins.

Cependant, les révisions votées par le [comité de l'ACIP](#) l'année dernière stipulent explicitement (diapositif 24) que le vaccin polysaccharide antipneumococcique (PPSV23) et les vaccins COVID-19 ne sont pas couverts par le NVICP.

Au lieu de cela, les vaccins COVID-19 ajoutés au calendrier pour les enfants resteront couverts par le [Programme d'indemnisation des victimes de contre-mesures](#) (CICP). A ce jour, seules 19 demandes liées à COVID-19 déposées auprès de la CICP ont été jugées éligibles à une indemnisation, mais aucune indemnisation n'a encore été versée.

Depuis sa création en 2010, le CICP n'a indemnisé que 30 des quelque 12 000 demandes déposées.

Assistons-nous au "début de la fin du règne de Big Pharma" ?

L'ajout du vaccin COVID-19 au calendrier de vaccination "contribue à "normaliser" ce vaccin et envoie un message fort aux prestataires de soins de santé et au grand public, à savoir que toute personne âgée de 6 mois et plus doit rester à jour avec les vaccins COVID-19 recommandés (y compris un rappel, le cas échéant), comme elle le ferait avec tout autre

vaccin recommandé de manière systématique”, ont déclaré le Dr Neil Murthy et le Dr A. Patricia Wodi dans un communiqué [rapporté par CNN](#).

Cette “normalisation” intervient à un moment où plus de 85 % de la population américaine n’a pas été reçu de rappel (booster), malgré la [campagne médiatique](#) massive payée par le gouvernement.

Au niveau national, seuls [12 % des enfants âgés de 6 mois à 4 ans](#) ont reçu une dose du vaccin. Seuls 58 % des enfants âgés de 12 à 17 ans et 32 % des enfants âgés de 5 à 11 ans ont reçu deux doses du vaccin. Les chiffres varient considérablement d’un État à l’autre.

M. Holland a commenté les implications de l’ajout de ce vaccin au calendrier :

“Le calendrier [de vaccination] de l’enfance est déjà non scientifique et injustifiable. L’ajout de cette injection pourrait bien être la goutte d’eau qui fait déborder le vase. Les parents risquent de résister, remettant finalement en question l’ensemble du programme de vaccination des enfants.

“Ce jour a été long à venir, mais il est maintenant arrivé. Je crois que nous assistons maintenant au début de la fin du règne de [Big Pharma](#) sur les enfants de la nation.”

Lors de l’audition du Congrès de mercredi, les législateurs ont soulevé à plusieurs reprises des inquiétudes sur la façon dont les recommandations défectueuses des agences de régulation ont conduit à un manque de confiance dans les institutions publiques.

La [représentante Cathy McMorris Rodgers](#) (R-Wash.) a déclaré : “Il existe aujourd’hui une grave méfiance à l’égard de nos agences de santé publique. [Polling indicates] 40 % du public ne fait pas confiance à nos agences de santé publique pour gérer la prochaine urgence de santé publique.”

Walensky a indiqué que les taux de vaccination pour tous les vaccins du calendrier de l’enfance chez les [enfants de maternelle](#) ont diminué l’année dernière, passant de 95 % à 93 % au cours des deux dernières années, ce qui signifie que des centaines de milliers de parents ont choisi de ne pas respecter le calendrier de vaccination des enfants.

Les plus récentes [données du VAERS](#) sur les blessures vaccinales, mises à jour le 2 février pour les enfants âgés de 6 mois à 5 ans ayant reçu un vaccin COVID-19, font état de [5 737 événements indésirables](#), dont [244 cas jugés graves](#) et [14 décès signalés](#).

Pour les enfants de 5 à 11 ans, [16 910 notifications d’effets indésirables](#) ont été enregistrées, dont [805 ont été jugées graves](#) et [33 décès ont été signalés](#).

Le VAERS est le principal système financé par le gouvernement pour signaler les effets indésirables des vaccins aux États-Unis. Bien que les rapports soumis au VAERS nécessitent une enquête plus approfondie avant qu’une relation de cause à effet puisse être confirmée, il a été démontré que le VAERS ne signale historiquement que [1 % des effets indésirables réels des vaccins](#).

Selon [Retsef Levi, Ph.D.](#), du Massachusetts Institute of Technology, les vaccins “causent des niveaux de préjudice sans précédent, y compris la mort de jeunes et d’enfants.”

De multiples études ont déterminé que les vaccins augmentent le risque de [myocardite et](#)

[de péricardite](#), en particulier chez les jeunes hommes.

Une étude réalisée en octobre 2022 a révélé que le [CDC était au courant](#) du signal de sécurité concernant ces effets secondaires, des mois avant d'en informer le public.

Lors de la récente [réunion du comité consultatif sur les vaccins de la FDA](#), plusieurs membres du comité ont également exprimé des inquiétudes quant à la recommandation de rappels bivalents annuels pour les enfants, compte tenu du manque de données.

Le [Dr Archana Chatterjee, docteur en médecine](#), membre du comité, doyen de la faculté de médecine de Chicago et vice-président des affaires médicales de l'université Rosalind Franklin, a déclaré :

“Lorsque nous examinons cette question [simplifying the vaccination schedule] pour les jeunes enfants, les données sont tout simplement trop peu nombreuses pour que nous puissions vraiment prendre des décisions scientifiquement fondées à ce sujet. Les données des essais doivent être beaucoup plus solides que ce que nous avons vu dans le passé.”

À la lumière de données comme celles-ci, la vaccination contre le COVID-19 pour les enfants et les personnes en bonne santé perd le soutien du public et même des gouvernements dans certains endroits.

Sous la pression de l'opinion publique et face à une série de procès, la [Californie a abandonné](#) la semaine dernière son projet de rendre obligatoire la vaccination des écoliers par le COVID-19.

En date du 6 février, 21 États ont adopté des lois ou des décrets interdisant les vaccins obligatoires pour les étudiants, selon la [National Academy for State Health Policy](#), une organisation non partisane regroupant les responsables des politiques de santé des États.

Seul le district de Columbia a actuellement une obligation de vaccination pour les écoliers, bien qu'elle ne doive pas entrer en vigueur avant l'année scolaire 2023-2024.

À partir du 12 février, le Royaume-Uni [ne recommandera plus les rappels de COVID-19](#) pour les personnes en bonne santé de moins de 50 ans.

Le [Danemark a mis fin](#) à sa campagne de vaccination universelle contre le COVID-19 pour les personnes en bonne santé en février 2022.

Brenda Baletti, Ph.D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)

Copyright © [Brenda Baletti](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Brenda Baletti](#)

A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a

écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca